

Entité Adjudicatrice

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

2024.048

Section I - Acheteur public

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination Chambre de commerce et d'industrie de Corse	A l'attention de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Corse
Adresse Hôtel Consulaire Rue du Nouveau Port	Code postal 20293 CEDEX
Localité/ville BASTIA	Pays: France
Téléphone: 04.95.54.44.44	Télécopieur: 04.95.54.44.45

2. Type d'acheteur public :

- ☒ Etat
☐ Collectivité territoriale
☐ Autre (préciser)

Section II - Objet du marché

II.1 Objet :

Marché de conception-réalisation confié à un groupement d'opérateurs économiques en vue de l'étude et la réalisation des travaux de réaménagement et d'extension d'un bâtiment de l'aérogare de l'aéroport Ajaccio Napoléon Bonaparte visant à améliorer les dispositifs de sûreté aéroportuaires.

La description des études et des travaux à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

II.2 Nomenclature européenne CPV :

45262800- /Travaux d'extension de bâtiments

45454000-4/Travaux de restructuration

71223000-7/Services d'architecte pour des travaux d'extension de bâtiment

II.3 Délais d'exécution du marché public

Le délai est indiqué dans les documents de la consultation.

Section III - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1 Mode de passation du marché.

Le marché de conception-réalisation est passé selon la procédure de l'Appel d'Offres Restreint définie par les articles L.1 à L.6, R.2161-6.2°, R.2161.10, R.2161-11, R.2171-1, R.2171-15, R.2113-4, R.2113-5, R.2113-6, du Code de la Commande publique.

L'entité adjudicatrice, par application des dispositions de l'article R.2161-11 du Code de la Commande Publique ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

III.2 Mode de dévolution :

Le marché de conception réalisation est un marché de travaux permettant à l'Entité Adjudicatrice de confier à un groupement d'opérateur économique une mission à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

Ce marché est envisagé spécifiquement au sein du code de la commande publique comme dérogeant au principe d'allotissement.

L'Entité Adjudicatrice passe le marché à tranches selon les dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles ci-après :

- **Tranche Ferme** : Réaménagement de l'aérogare dans le cadre de la mise aux normes des équipements de sûreté.
- **Tranches Optionnelles** :
 - Optionnelle 1 : Réaménagement du bâtiment dédié à la maintenance AF en PARIF (Poste d'Accès Routier d'Inspection Filtrage) ;
 - Optionnelle 2 : Réaménagement du Poste d'Inspection Filtrage Passagers.

La décision concernant l'affermissement et la réalisation des travaux des tranches optionnelles sera prise, au plus tard, dans les douze mois suivants l'ordre de services concernant la tranche ferme.

En cas d'absence de décision d'affermissement des tranches optionnelles, le titulaire du marché sera dégagé de toute obligation et le marché sera considéré comme achevé.

Le titulaire du présent marché ne percevra aucune indemnité de dédit en cas de non-affermissement des tranches optionnelles.

III.3 Unité monétaire du marché

L'euro

III.4 Modes de financement et de règlements du marché

Les prestations seront financées par le budget des sections comptables 331 et 332 et réglées par mandat administratif suivi d'un virement bancaire sous 30 jours au plus tard à la réception des factures.

III.5 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

III.6 Groupement des offres

Les opérateurs économiques doivent obligatoirement présenter leur candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques composé au minimum d'un cabinet d'architecture et une entreprise générale de construction.

Dans le respect des dispositions de l'article R.2142-22 alinéa 1 Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont libres de proposer une forme juridique dudit groupement. Cependant, selon les dispositions de l'article R.2142-21.2° du code de la commande publique, il demeure interdit aux candidats de présenter pour le présent marché de conception-réalisation plusieurs candidatures « *en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements* ».

Un même opérateur économique ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une candidature groupée et une candidature individuelle selon 1° des dispositions exposées ci-dessus.

III.7 Variantes

Selon les dispositions de l'article R.2158-8.1°.b) du Code de la Commande Publique, l'Entité Adjudicatrice autorise les variantes.

La présentation d'une variante est exigée selon les dispositions de l'article R.2151-9 du Code de la Commande publique.

Les exigences minimales de la variante sont exposées en page 6 du CCTP et l'ensemble des candidats, selon les dispositions de l'article R.2152-10 du Code de la Commande Publique, doivent sous peine d'irrégularité de leur offre respecter ces exigences minimales ainsi que les conditions particulières de sa présentation notamment l'individualisation de celle-ci avec l'offre de base. Les candidats sont donc invités à travers le Dossier de Consultation des Entreprises à distinguer dans leur réponse celle qui relève de l'offre de base et de la variante.

III.8 Option :

Deux options sont prévues et présentée en page 6 du CCTP ;

Option 1 : Réaménagement du PIF Passagers

Option 2 : Réaménagement du bâtiment dédié à la maintenance AF en PARIF

Section IV –Modalités de présentation et d'envoi des candidatures

IV.1 La dématérialisation des propositions

La dématérialisation des marchés publics est obligatoire depuis le 1er octobre 2018.

L'article R2132-7 du code de la commande publique prévoit que « Sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre **ont lieu par voie électronique**.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques ».

Seront déclarées irrégulières les offres qui seront transmises au format papier ou sur un support électronique comme une clé USB.

Les candidats doivent transmettre leur candidature et offre par voie dématérialisée en se rendant sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les documents transmis par voie électronique, peuvent être signés électroniquement, en respectant les modalités prévues à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

L'arrêté définit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique dans les conditions fixées à l'article R.2132.11 du Code de la Commande Publique et les dispositions conjointes des arrêtés du 22 mars 2019 (son annexe 6) et du 14 avril 2023 (modifiant l'annexe 6 du Code de la Commande Publique).

IV.2 Les modalités d'envoi

Le dossier de consultation et le règlement de consultation sont à télécharger directement sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat, dès la mise en ligne de la présente consultation.

Les candidats devront déposer leur réponse sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat . (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Ils devront déposer les documents ci-dessous :

Dossier candidature : outre DC 1 et DC 2 :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Tous documents permettant à l'acheteur la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle du candidat au regard de sa capacité économique et financière, de ses capacités techniques et les moyens et compétences professionnels du candidat conformément à l'article R.2143.5 du Code de la Commande Publique, ainsi que des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager.
- La présentation d'une liste de Références pour des prestations d'extension et/ou de construction de bâtiments aéroportuaires.
- « Déclaration d'engagements – Fournisseur connu de fournitures destinées aux aéroports » en cours de validité.

NB : Fournisseurs connus de fournitures destinées aux aéroports (chapitre 9 du règlement n°185/2010)

Les entreprises qui fournissent des "objets destinés à être vendus, utilisés ou mis à disposition dans les zones de sûreté à accès réglementé des aéroports" (fournitures destinées aux aéroports) avaient jusqu'au 28 février 2015 pour se mettre en conformité avec le règlement CE n°185/2010 et faire procéder à une évaluation par un validateur UE de sûreté aérienne, validé par la DGAC pour ce type d'évaluation. Sur la base de ce "rapport d'évaluation", elles devaient faire reconnaître leurs statuts par les entreprises qu'elles fournissent (Exploitant d'aéroport ou occupant côté piste). En l'absence de ces formalités, leurs fournitures sont désormais soumises aux contrôles d'inspections filtrages communs, allongeant les délais et les coûts.

Afin de faire face à ces inconvénients majeurs, les titulaires de marchés dont les prestations s'exécutent en zone de sûreté à accès réglementé devront désormais remettre une « *Déclaration d'engagements – Fournisseur connu de fournitures destinées aux aéroports* » en cours de validité.

Le candidat devra lire attentivement le point 9.1.3 du règlement (UE) 2015/1998 qui indique les différentes étapes du processus de désignation des fournisseurs connus de fournitures d'aéroport. (Annexe 1 des présentes).

Lors de la phase, il est demandé aux candidats de présenter les attestations justifiant de son statut de « Fournisseurs connus » de fournitures destinées aux aéroports ou une lettre dans laquelle il s'engage à procéder à toutes les démarches nécessaires pour obtenir ce statut s'il est attributaire du marché.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique, ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Section V – Ouverture des plis et critères de sélection des offres

V.1 Ouverture des plis

L'ouverture des plis n'est pas publique et les candidats n'y sont pas admis.

Seuls peuvent être ouverts les plis contenant les candidatures qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis de marché.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, l'Entité Adjudicatrice qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique.

Les plis contenant les candidatures seront examinés par l'Entité Adjudicatrice aux fins de recevabilité. Les candidats qui n'auraient pas la qualité pour présenter leur candidature au marché ou dont les capacités paraîtraient insuffisantes seront éliminés.

Les opérateurs économiques seront sélectionnés sur la base des critères de sélection pondérés ci-après :

- Capacités techniques (40%) appréciées à l'aune de :
 - Composition du groupement proposée
 - Qualifications et certifications des membres du groupement
 - Moyens humains et matériels des membres du groupement
- Capacités professionnelles (40%) appréciées à l'aune des références significatives des membres du groupement pour des prestations d'extension et/ou de construction de bâtiments aéroportuaires.
- Capacité économiques et financières (20%) appréciées à l'aune du montant cumulé des chiffres d'affaires globaux des membres du groupement sur les trois dernières années,

En application des dispositions de l'article R.2142-15 du Code de la Commande Publique, l'Entité Adjudicatrice a décidé de limiter le nombre de candidats admis à soumissionner.

Selon les termes de l'article R.2142-16 du Code de la Commande Publique entend limiter le nombre de candidat avec un nombre minimum fixé à trois candidats qu'il prévoit d'inviter et un nombre maximum fixé à cinq candidats qu'il prévoit d'inviter.

En outre, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'Entité Adjudicatrice poursuivra la procédure avec ces candidats (Article R.2142-18 du CCP).

Les candidats non retenus en sont informés conformément à l'article R2181-1 du Code de la Commande Publique.

Réception des offres :

Une lettre d'invitation à soumissionner , est envoyée par voie dématérialisée, via la plateforme des Achats de l'Etat, (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) simultanément au minimum aux trois candidats et au maximum aux cinq candidats sélectionnés.

Le Dossier de Consultation de Entreprises sera à télécharger sur la plateforme des achats grâce au code d'accès qui sera indiqué dans l'invitation à soumissionner.

Les offres devront être transmises par voie électronique via la plateforme des Achats de l'Etat permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité.

Seuls peuvent être ouverts les plis contenant les offres qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de leur réception qui ont été annoncées dans la lettre d'invitation à soumissionner et sur la plateforme des achats de l'Etat.

Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées par le Pouvoir Adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2152-16 du Code de la Commande Publique.

Les offres irrégulières pourront être régularisées dans un délai approprié fixé par l'Entité Adjudicatrice, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses en application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

V.2 Critères de sélection des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères ci-dessous avec leur pondération :

- Prix global des prestations (55 %)
- Valeur technique (30 %) appréciée à l'aune de :
 - Les moyens humains du groupement dédiés à l'opération
 - Les moyens matériels et logiciels dédiés à l'opération
 - La méthodologie proposée pour chaque partie technique de l'opération

- Le planning prévisionnel de l'opération faisant apparaître de manière détaillée chacune des phases
- Le délai global de réalisation de l'opération conception-réalisation incluant les délais d'approvisionnement (15%)

Section VI Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres pour le marché est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres annoncée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Section VII Renseignements complémentaires

1. Des informations administratives complémentaires peuvent être obtenues au :

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

2. Adresse à laquelle les documents de consultation peuvent être obtenues

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

3. Adresse à laquelle les offres/demandes de participation /projets /candidatures doivent être déposées

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

4. Adresse auprès de laquelle des informations techniques complémentaires peuvent être obtenues

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat
<https://www.marches-publics.gouv.fr>